

Réunion publique de réflexion et d'échange dans le cadre du Grand débat national

le jeudi 28 février 2019 à Fillinges (74250)

Le présent compte-rendu s'attache à restituer aussi fidèlement que possible les échanges qui ont eu lieu. Les propos tenus par les différent-e-s participant-e-s relèvent de leur seule responsabilité.

M. Bruno FOREL, Maire de Fillinges :

Mot d'accueil et propos introductif. Rappelle la lettre aux Français du Président de la République. Rappelle la mise à disposition de cahiers de doléances en mairie, ainsi que la création d'une adresse mail dédiée. Annonce le rôle d'animateur tenu par M. Claude FLORET.

M. Claude FLORET, animateur :

Propose un fonctionnement en 4 groupes de travail, par thèmes. Précise que toutes les questions seront possibles, mais qu'il ne lui appartient pas d'apporter les réponses.

Un-e participant-e :

Il y a des liens entre ces 4 thèmes. Le fait de les aborder de manière distincte présente le risque d'aboutir à une solution qui ne soit pas coordonnée. Si la réunion de ce soir se déroule ainsi, ne restera pas.

M. Claude FLORET, animateur :

Cette méthode est proposée car elle semble plus simple, mais cela n'empêche pas de traiter de tous les sujets au sein d'un même thème.

Un-e participant-e :

Demande à l'animateur de se présenter.

M. Claude FLORET, animateur :

Se présente.

Un-e participant-e :

Demande qui a mandaté l'animateur pour cette mission.

M. Claude FLORET, animateur :

Précise qu'il n'est pas médiateur. Le Préfet a sollicité tous les commissaires-enquêteurs, pour aider à exprimer toutes les idées. Organisation possible avec 1 thème par groupe, ou bien chaque groupe traite les 4 thèmes.

Un-e participant-e :

Demande combien de temps est prévu.

M. Claude FLORET, animateur :

Les groupes débattent 45 minutes environ puis il restera 1h30 pour partager les idées.

Un-e participant-e :

Demande s'il est possible de choisir le groupe que l'on souhaite intégrer.

M. Claude FLORET, animateur :

Répond par l'affirmative.

Un-e participant-e :

Cette formule n'incite pas à l'expression et ne semble pas beaucoup plaire. Il faudrait peut-être envisager d'échanger librement et de faire remonter toutes les doléances.

Un-e participant-e :

Dans un débat, il y a en principe des questions et des réponses, un échange. Le fonctionnement en groupe thématique est trop cloisonné, on peut avoir des choses à dire sur chacun des thèmes.

M. Claude FLORET, animateur :

Pas de solution parfaite. Procède à un vote à main levée : le travail en groupes thématiques se révèle très minoritaire, l'assemblée choisit d'aborder ensemble tous les thèmes et de commencer par « la fiscalité et les dépenses publiques ».

Un-e participant-e :

Notre système de retraites a bien fonctionné jusqu'en 2013, puis les règles ont changé en 2014 pour les gens qui avaient travaillé et cotisé de nombreuses années.

Depuis début 2014, le montant des retraites a diminué de 0,8% alors que l'inflation dépasse les 5% sur la même période. Perte de pouvoir d'achat.

- Proposition = augmenter le montant des retraites en fonction de l'inflation.

Un-e participant-e :

Plusieurs propositions pour dégager des économies :

- Limiter le montant des retraites à 10 000 euros par mois.
- Supprimer certains privilèges comme celui des trésoriers-payeurs qui bénéficient d'un montant de pension en fonction des 6 derniers mois de salaire.
- Exiger une preuve de vie pour verser les pensions de retraite à l'étranger.
- Ne pas payer une retraite à taux plein aux personnes qui ne cotisent qu'un ou 2 ans en France.
- Supprimer le régime spécial de retraites des élus, en calculant le montant de leur pension au prorata des années de mandat réellement exercées.

Un-e participant-e :

Ne pas forcément et systématiquement rechercher davantage de pouvoir d'achat. Penser à remettre en question notre niveau de vie et notre rythme de développement. Il n'y aura pas de transition écologique en voulant toujours plus. Ne pas se limiter à son horizon personnel.

Un-e participant-e :

L'utilisation des impôts n'est pas maîtrisée.

- Proposition = plafonner l'augmentation possible du taux d'imposition, notamment le taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Un-e participant-e :

L'assurance chômage fait partie de notre pacte social. Le gouvernement se dirige vers une destruction de ce pacte. La suppression du critère « salaire » dans le cas des refus d'offres d'emploi va entraîner une sous-enchère salariale. Les indemnités prud'homales ont été limitées. Tous les salariés vont avoir des revenus proches du Smic prochainement.

Un-e participant-e :

Nécessaire d'élever un peu le débat et que chacun n'évoque pas simplement ses petits problèmes. Dans notre région, la plupart des habitants ne sont pas parmi les plus à plaindre. La classe moyenne se fait matraquer depuis plusieurs années mais a généralement déjà amorcé une démarche de consommation locale par exemple. La fiscalité de notre pays n'est plus adaptée.

- Proposition = récupérer l'argent de l'évasion fiscale.

Un-e participant-e :

La fiscalité ne se réforme pas rapidement et facilement. Pas que des personnes riches en Haute-Savoie. Les petits propriétaires paient trop de charge pour un petit appartement loué.

- Proposition = alléger la fiscalité pour propriétaires qui relèvent du régime du microfoncier.

Un-e participant-e :

- Proposition = interdire le départ à la retraite à 50 ou 55 ans.

Un-e participant-e :

- Proposition = pour la retraite, tenir compte du nombre d'années cotisées plutôt que de l'âge.

Un-e participant-e :

D'accord pour payer des impôts mais il faudrait savoir à quoi ils servent.

- Proposition = pouvoir choisir dans quel domaine l'argent versé pour payer ses impôts sera utilisé.

Un-e participant-e :

Aucune famille ne détermine ses dépenses avant ses recettes. Le gouvernement vote son budget à l'envers.

- Proposition = ajuster le montant des dépenses aux recettes dont on dispose.
- Autre proposition = économiser entre 13 et 25 milliards d'euros par an (source Le Figaro) en supprimant les emplois des personnes rémunérées sans rien faire (ambassadeurs sans fonction, préfets hors cadre, présidents de commissions qui ne produisent rien).

Un-e participant-e :

Les usagers de la route s'acquittent de 67 milliards d'euros chaque année (source Argus mars 2018). On peut se demander où va cet argent. Dans les grandes villes, il y a des transports alternatifs à la voiture, mais dans notre région, c'est beaucoup plus compliqué. Il peut être difficile de changer de voiture, car des aides existent mais les conditions à remplir pour y avoir droit sont trop limitées.

- Proposition = l'argent collecté auprès des usagers de la route pourrait servir à acheter des bus et aménager des voies de bus.

Un-e participant-e :

La dette de l'État était de 80 milliards en 1979, de 1300 milliards en 2008 et de 2300 milliards en 2018.

- Proposition = introduire une disposition dans la Constitution qui interdit d'avoir une dette supérieure à 100% du PIB et qui oblige à réduire les dépenses dès que la dette avoisine les 60%.

Un-e participant-e :

Se demande pourquoi seulement 43% des français paient l'impôt sur le revenu.

M. Claude FLORET, animateur :

Précise qu'il assure cette mission d'animateur de débat bénévolement.

Un-e participant-e :

Impression que le budget fonctionne comme un pot commun en France. Quand un domaine est déficitaire, on puise dans un autre domaine.

- Proposition = obliger l'État à tenir des comptes séparés et distincts selon les domaines, sans vase communicant.

Un-e participant-e :

Une grosse partie des dépenses publiques ne dépend pas de l'État mais des collectivités territoriales. Il y a du gâchis partout, y compris dans les communes.

M. Bruno FOREL, Maire de Fillinges :

Précise qu'une différence fondamentale existe entre le budget de l'État et celui des communes, car les communes ont l'obligation de présenter un budget à l'équilibre, en contenant la dette. Et cette obligation ne s'applique pas au budget de l'État.

- Proposition = obliger l'État à respecter les mêmes règles budgétaires que les collectivités territoriales.

Un·e participant·e :

Pas normal que l'État n'ait pas l'obligation d'avoir un budget équilibré. Il faut apprendre aux gens à travailler. Il est normal que les chômeurs soient payés à condition qu'ils cherchent réellement du travail.

- Proposition = former les chômeurs pour travailler dans les secteurs qui manquent de personnel (secteur hospitalier par exemple) ou bien pour travailler en complément d'un parent qui souhaite travailler à mi-temps pour avoir davantage de temps pour sa famille.

Un·e participant·e :

Les chômeurs n'ont pas choisi leur situation, à l'exception de certains abus. Un entrepreneur va payer 2200 euros pour employer quelqu'un qui ne percevra que 1100 euros.

- Proposition = réduire les charges patronales.

Dans le système éducatif actuel, le jeune qui veut faire un Bac pro par goût d'un métier est orienté vers la filière générale, car les mentalités ont besoin d'évoluer.

Un·e participant·e :

Certains pays n'acceptent pas les immigrés qui n'ont pas de travail.

- Proposition = faire pareil en France.

M. Claude FLORET, animateur :

Dans certains pays, comme en Allemagne, les immigrés bénéficient d'un temps de formation.

Un·e participant·e :

Dans le domaine de la santé, toujours le problème du pot commun. Concernant l'immigration, une tendance générale aux extrêmes est à déplorer.

Un·e participant·e :

Le budget de la sécurité sociale et de la santé est déficitaire alors que la sécurité sociale est propriétaire de nombreux bâtiments qu'elle loue à environ 1€/m².

Un·e participant·e :

Certains élus appliquent la méthode de l'État en dépensant d'abord puis en augmentant les impôts ensuite pour avoir les recettes nécessaires. Encore plusieurs idées d'économies.

- Proposition = supprimer l'aide médicale d'État.
- Autre proposition = supprimer la CMU à ceux qui n'ont jamais payé de cotisations.

Un·e participant·e :

Ce sujet rejoint la question de savoir quel type de société nous souhaitons. C'est un vrai choix. Une société individualiste ou solidaire.

Un·e participant·e :

Mais aussi la question de savoir si nous avons les moyens d'avoir une société sociale à ce point.

Un·e participant·e :

- Proposition = baisser le prix d'achat des médicaments pour faire des économies.

Un·e participant·e :

Même solidarité pour tout le monde. Grosses économies à faire sur les arrêts de travail.

- Proposition = appliquer un jour de carence pour arrêt maladie pour tous.

Un·e participant·e :

A compté 22 interventions d'homme et 3 seulement de femme jusqu'à maintenant.

M. Claude FLORET, animateur :

Demande si une femme souhaite prendre la parole.

Un·e participant·e :

L'école doit apprendre aux enfants le fonctionnement de notre système et les initier au débat contradictoire.

M. Bruno FOREL, Maire de Fillinges :

Le budget de la sécurité sociale est excédentaire en 2018. La France est une société qui permet aux personnes en détresse de trouver une main secourable, même si elles n'ont pas pu cotiser.

Un·e participant·e :

Pour avancer, il faut des idées, il faut savoir ce que l'on veut. Les chiffres ne font pas avancer. Il faut savoir ce qu'on veut pour notre pays, notre démocratie.

Un·e participant·e :

Déception par rapport à ce débat. Il est beaucoup question d'argent pour l'instant. La transition écologique coûte, mais peut-être faut-il dépenser autrement et utilement. Voir si les dépenses engagées répondent à nos attentes. Demande comment faire quand on habite à la campagne sans transport en commun et qu'on travaille en ville.

Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) est peut-être risqué si le résultat dépend de l'appréciation de la personnalité politique qui soumet la question au référendum.

Un·e participant·e :

Le RIC est une façon d'interpeller l'État.

Un·e participant·e :

Le RIC, c'est redonner du pouvoir au peuple. Tout est délégué avec notre Constitution. Nos représentants font tout.

- Proposition = changer l'article 3 et l'article 11 de la Constitution car le référendum prévu pour l'instant est impossible à déclencher.

Un·e participant·e :

Le bulletin de vote permet déjà de s'exprimer.

Un·e participant·e :

Le bulletin de vote ne suffit pas, même si c'est important.

Un·e participant·e :

On relève souvent un manque de cohérence entre ce qui est annoncé par le candidat qui est élu et ce qui est réellement fait.

Un·e participant·e :

Beaucoup de protestations et de critiques, mais le taux d'abstention aux élections est de plus en plus important.

Un·e participant·e :

Abstention car les gens n'y croient plus.

Un·e participant·e :

C'est le choix entre la peste et le choléra une fois tous les 5 ans.

- Proposition = comptabiliser les votes blancs.

Un-e participant-e :

Le Maire à Fillinges est proche de ses administrés. Important de donner aux enfants, aux jeunes, une éducation qui inculque un sens civique, y compris pour un référendum.

Un-e participant-e :

La démocratie représentative fait partie de notre histoire. RIC est peut-être une solution, mais il faudrait déterminer à quel problème et à quelle échelle. Outil à préciser en tant que complément à la démocratie représentative.

Un-e participant-e :

Demande si des réponses seront apportées à toutes les questions posées ce soir.

M. Claude FLORET, animateur :

On recense environ 1 million de contributions pour l'instant. Une société prestataire est chargée de les synthétiser par mots-clés. Des réponses sont prévues, pas nécessairement des solutions.

Un-e participant-e :

Anciens programmes de l'école primaire comprenaient de l'instruction civique, maintenant c'est désastreux.

- Proposition = prévoir de l'instruction civique dès l'école primaire.

C'est une démocratie avec une partie de la population qui participe et une autre qui se sent exclue. Citoyens ne sont pas incultes pour autant. La Suisse fonctionne avec un système de référendum depuis plus de 700 ans. En France, idée d'un référendum comme un plébiscite avec une seule question posée. En Belgique, vote obligatoire.

- Proposition = rendre le vote obligatoire sous peine d'amende et reconnaître le vote blanc.
- Autre proposition = faire de la commission européenne un organisme de conseil et non plus de décision, pour que ce soit la Nation qui décide.

Un-e participant-e :

Référendum en Suisse est complexe et peu transposable à la France.

Un-e participant-e :

Membres du mouvement des « Gilets jaunes » travaillent sur la question du RIC sous forme d'ateliers, avec des personnes ressources.

Un-e participant-e :

Débat a commencé ce soir par le thème de la fiscalité et le mouvement des « Gilets jaunes » est né d'une augmentation des taxes. Intérêt aujourd'hui est de faire remonter les problèmes rencontrés au quotidien et de proposer des idées.

- Proposition = ajouter dans la Constitution l'obligation pour l'exécutif d'appliquer le résultat d'un référendum.
- Autre proposition = responsabiliser l'exécutif pour que les décisions prises soient réfléchies au-delà de la durée du mandat et soient éventuellement attaquables.
- Autre proposition = pour plus de transparence, obliger chaque ministre à publier ses dépenses en ligne.

Un-e participant-e :

Demande pourquoi le choix a été fait de développer les bus à des prix modiques au lieu de développer les trains.

Un-e participant-e :

Nombreux lobbys contraignent les politiques, c'est un problème. Cite les travaux sur l'effondrement de Pablo Servigne.

M. Bruno FOREL, Maire de Fillinges :

À l'échelle communale, travaille sur quelques sujets en lien avec la transition écologique. En matière d'ordures ménagères, pouvoir important du consommateur car au final, les choses produites sont celles qui se vendent. En Haute-Savoie, 580kg d'ordures ménagères par personne et par an. Exigences à formuler envers l'État mais aussi actions concrètes à mener au niveau individuel.

Un-e participant-e :

Très difficile de ne pas acheter de plastique. Nombreux efforts au quotidien ne suffisent pas, il faut des interdictions nationales.

Un-e participant-e :

Actions individuelles ne suffisent pas quand les gros pollueurs continuent.

- Proposition = interdire le glyphosate maintenant.

Un-e participant-e :

Fossé de plus en plus important entre le peuple et ses représentants. La plupart des élus font ce qu'ils peuvent. Ne pas casser le modèle démocratique et avoir confiance en nos élus.

M. Claude FLORET, animateur :

Demande quelles sont les propositions ou avis concernant notre système électoral.

Un-e participant-e :

Seule solution possible serait de tout changer.

- Proposition = compter les votes blancs et annuler l'élection si le vote blanc recueille plus de 50% des voix, en interdisant aux candidats initiaux de se présenter à nouveau.
- Autre proposition = apprendre aux enfants dans les écoles le fonctionnement de l'État.

Un-e participant-e :

- Proposition = trouver un système pour que le peuple puisse choisir librement ses candidats.

Un-e participant-e :

Difficile car être candidat nécessite un minimum de formation, d'envie et de compétences (savoir prendre des décisions, assumer les responsabilités). Attention aux caricatures, les choses ne sont pas si simples.

Un-e participant-e :

Interdictions sont nécessaires dans le domaine de la santé publique.

- Proposition = interdire le glyphosate.
- Autre proposition = interdire l'huile de palme.

Même chose quand les risques concernent l'environnement.

Un-e participant-e :

Référendum à prévoir dans des domaines comme la sécurité nationale, l'environnement, la santé publique. Démocratie en Europe devra changer aussi suite aux changements en France sinon les actions seront bloquées.

- Proposition = ne pas cloisonner les domaines de décision quand ils sont liés (par exemple, alimentation dans les cantines)

Un-e participant-e :

Agriculture fortement impactée avec l'interdiction du glyphosate en cas d'interdiction brutale. Agriculture française ne sera plus compétitive si d'autres pays continuent à traiter de la même manière.

Un-e participant-e :

Plusieurs propositions :

- Limiter les importations quand le produit existe en France.
- Favoriser les salariés par rapport aux actionnaires car ils font tourner les usines (primes d'intéressement)
- Permettre aux commerçants et artisans de travailler comme ils veulent (par exemple, le dimanche)
- Faciliter les déplacements des chômeurs (en mettant des véhicules à disposition par exemple)
- Taxer les avions et les bateaux qui polluent.
- Laisser les régions déterminer si les routes sont dangereuses pour appliquer une limitation de vitesse à 80km/h ou 90km/h.
- Favoriser les constructions de maisons passives.
- Limiter le salaire du patron à 30 fois maximum le salaire de l'ouvrier.

Un·e participant·e :

Certains parents travaillent beaucoup et n'ont plus le temps de s'occuper de leurs enfants.

Un·e participant·e :

- Proposition = rendre les conclusions et recommandations de la Cour des comptes contraignantes.

Un·e participant·e :

- Proposition = gérer les questions le plus localement possible, à l'échelon de la commune et de la région.
- Autre proposition = construire une Europe des régions et non des Nations.

Un·e participant·e :

Nombreux problèmes transmis à nos enfants et petits-enfants. Système de retraite par participation doit fonctionner avec moins d'actifs et plus de retraités. Seulement 6% d'agriculteurs Bio en France, les autres produits Bio sont malheureusement importés. Demande quelle société transmettre.

M. Claude FLORET, animateur :

Remercie les participants.

La soirée s'achève par un moment de convivialité.